

# Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

## NGO Action News

11 mai 2023

### Moyen-Orient

- Le 10 mai, [Al Mezan](#) a publié un article concernant l'usage des drones par Israël dans la conduite d'opérations militaires à Gaza. Cet article indique que le bruit émis par ces drones lorsqu'ils volent au-dessus de Gaza crée un état permanent de terreur, de panique et d'anxiété par les plus de deux millions de Palestiniens qui y vivent. Al Mezan invite la communauté internationale à faire pression sur Israël afin que le pays cesse immédiatement ses attaques militaires sur Gaza, qu'il réouvre les points de passage, qu'il lève le blocus et qu'il protège la population civile palestinienne.
- Le 10 mai, le Centre pour la défense des libertés et des droits civils, [Hurriyat](#), a publié un article sur la question de l'accès des fidèles palestiniens à Al-Aqsa et sur la liberté de circulation et de religion à Jérusalem-Est sous occupation israélienne. L'article présente l'histoire des lieux saints de Jérusalem ainsi que les récentes violations du statu quo.
- Le 9 mai, [Al Shabaka](#) a publié une note de synthèse sur l'exploitation des renseignements issus de sources ouvertes pour la libération des Palestiniens. L'article indique les renseignements issus de sources ouvertes modifient la façon dont les informations sont partagées dans le monde. Alors qu'ils sont de plus en plus reconnus comme étant un moyen d'exposer les crimes de guerre et les violations des droits humains, ces renseignements constituent également un outil permettant d'asseoir l'oppression de l'État. Dans cette note de synthèse, le chercheur en politique des États-Unis, Tariq Kenney-Shawa, étudie cette technologie révolutionnaire et émet des recommandations sur la manière de l'exploiter aux fins de la libération des Palestiniens.
- Le 9 mai, le [Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) (PCHR) a communiqué la mort de 13 Palestiniens, parmi lesquels 4 femmes et 4 enfants ; dont une jeune fille de 17 ans, en plus de 3 commandants de groupes armés palestiniens et quelques membres de leurs familles, au cours d'une série de bombardements aériens menés simultanément par Israël et qui ciblaient 4 appartements résidentiels. En outre, 18 autres Palestiniens ont été blessés, dont 4 femmes et 4 enfants. Le PCHR a condamné cette attaque et craint qu'elle ne se poursuive ainsi qu'une escalade des violences, en particulier au vu des mesures annoncées par Israël, notamment la fermeture des points de passage de Gaza et les mesures de sécurité dans les complexes israéliens adjacents à Gaza, qui indiquent que l'agression pourrait s'étendre. [Al Mezan](#) et [Al-Haq](#) appellent la communauté internationale à intervenir rapidement.

- Le 8 mai, [BADIL](#) a organisé un événement en marge de la 43<sup>e</sup> session de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies à Genève. L'événement s'intitulait « EPU d'Israël : 75 ans de déni des droits à l'autodétermination et au retour du peuple palestinien ». BADIL a insisté sur l'importance de l'adoption par les États d'une approche de la décolonisation axée sur les droits, faisant office de cadre pour la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien et pour qu'Israël réponde de ses actes en application du droit international. À cette occasion, BADIL a diffusé pour la première fois un nouveau film intitulé « [75 Years of Ongoing Nakba](#) » (75 ans – Nakba continu).
- Le 8 mai, [Al-Haq](#) a lancé une plateforme multimédia sur laquelle sont analysées deux attaques meurtrières israéliennes sur Jénine et Naplouse qui ont eu lieu cette année en janvier et février. Grâce à la géolocalisation et à l'enregistrement par al-Haq de séquences exclusives et originales à Jénine et Naplouse dans les heures qui ont suivi les raids, cette plateforme montre comment les forces israéliennes ont à plusieurs reprises envoyé des soldats déguisés en civils pour infiltrer le tissu urbain des villes palestiniennes et des camps de réfugiés.
- Le 8 mai, [Peace Now](#) a fait savoir que le gouvernement israélien avait ordonné à l'Autorité des réserves et parcs naturels de soumettre un plan de développement pour le site archéologique de Sébaste. Le plan de développement comprend la construction d'une route pour permettre à Israël d'accéder au site, ainsi que sa transformation en un site touristique ouvert au public. Le site est partiellement situé dans les zones B et C, adjacentes au village palestinien de Sébaste, et est entouré de villes et villages palestiniens. Selon Peace Now, la transformation de Sébaste en site touristique augmentera la présence de colons dans la région, ce qui conduira inévitablement à une présence militaire plus importante et, par conséquent, à une hausse des tensions et de la violence.
- Le 8 mai, le [Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) (PCHR) a publié une déclaration faisant part de vives préoccupations quant à la décision du Programme alimentaire mondial (PAM) de suspendre l'aide alimentaire destinée à plus de 200 000 Palestiniens, ce qui représente 60 % de sa charge de travail actuelle, et ce, à compter de juin à cause de graves manques de fonds. Le PCHR a mis en garde contre les conséquences de la décision du PAM consistant à réduire le nombre de bénéficiaires palestiniens, et contre ses répercussions sur les taux élevés de sécurité alimentaire et la détérioration des conditions socio-économiques des pauvres. Le PCHR exhorte les agences humanitaires des Nations Unies à fournir les fonds nécessaires au fonctionnement du PAM et d'autres programmes humanitaires en Palestine.

### **Asie et Europe**

- Le 8 mai, la [Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine](#) a adressé une lettre à la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, concernant sa déclaration diffusée à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'État d'Israël. La Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine a accusé Mme von der

Leyen, d'omettre des faits et d'effacer l'histoire, la mémoire et la culture pleine de richesses et de diversité du peuple palestinien autochtone, qui vit en Palestine depuis des siècles.

### **Amérique du Nord**

- Le 8 mai, [Americans for Peace Now](#) a publié un article intitulé « The Life, Final Hunger Strike, and Death of Khader Adnan » (La vie, la dernière grève de la faim et la mort de Khader Adnan). À travers cet article, Yossi Alpher, un analyste de sécurité indépendant, a étudié le décès du prisonnier palestinien Khader Adnan suite à une grève de la faim. L'article révèle plus particulièrement le recours par Israël à la détention administrative de Palestiniens sans procès.
- Le 8 mai, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) (FMEP) a mis en ligne un podcast intitulé « Shireen Abu Akleh: Her Life, Legacy, and the Continuing Fight for Justice » (Chirine Abou Aklé : sa vie, son héritage et la poursuite de son combat pour la justice). La Présidente de la FMEP, Lara Friedman, s'est entretenue avec la célèbre journaliste Dalia Hatuqa à propos du 1er anniversaire de l'assassinat de son amie et collègue journaliste, Shireen Abu Aklé. Elle a notamment fait part de ses réflexions sur les actions menées en continu pour garantir que justice lui soit rendue, que les responsabilités soient établies concernant son décès, ainsi que pour préserver son héritage.
- Le 7 mai, [J Street](#) a publié une déclaration qui critique les autorités israéliennes pour la démolition d'une école palestinienne dans la communauté de Jubbet adh-Dhib en Cisjordanie. Une action qui a été menée en violation du droit international. La déclaration indique que cette école avait été construite grâce au financement de l'Union européenne et que des dizaines d'enfants y étudiaient. J Street a également affirmé que cette démolition constituait le dernier exemple de la façon dont l'occupation traite comme illégales la quasi-totalité des constructions et des événements des Palestiniens dans la zone C en Cisjordanie, ainsi que la manière dont elle œuvre pour empêcher les Palestiniens des territoires occupés de mener un vie normale et autonome.

### **Nations Unies**

- Le 15 mai, le [Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien](#) commémorera le 75e anniversaire de la Nakba au Siège de l'Organisation de Nations Unies à New York. Pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, cet anniversaire sera commémoré conformément au mandat de l'Assemblée générale (A/RES/77/23 du 30 novembre 2022). Le Comité organisera, le 15 mai 2023 de 10 h 00 à 12 h 30 (heure de New York), une séance spéciale de haut-niveau dans la salle de conférence n° 4. Un événement de commémoration spécial se tiendra dans la salle de l'Assemblée générale de 18 h 00 à 20 h 00 (heure de New York). L'événement fera revivre le périple des Palestiniens et visera à créer une expérience d'immersion dans la Nakba grâce à la présence de musiciens, à la diffusion de photos, de vidéos et de témoignages personnels.

- Le 9 mai, le [Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient](#), Tor Wennesland, a fait part de ses inquiétudes quant à l'évolution de la situation à Gaza depuis le lancement de l'opération militaire ciblant des membres du mouvement du Jihad islamique palestinien. Les bombardements aériens des Israéliens à l'intérieur de Gaza ont causé la mort de 13 Palestiniens, dont trois membres du mouvement, un médecin, cinq femmes et quatre enfants, ainsi que 20 blessés. Le Coordonnateur spécial a condamné le décès des civils sous les bombardements israéliens et exhorté toutes les parties concernées à faire preuve de la plus grande retenue et à éviter une escalade de la violence.
- Le 9 mai, [UNISPAL](#) a publié le numéro d'avril 2023 du Bulletin mensuel sur les activités relatives à la question de la Palestine du système des Nations Unies et des organisations intergouvernementales.
- Le 8 mai, le [Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient](#), Tor Wennesland, a publié une déclaration dans laquelle il se dit profondément troublé par la démolition, le 7 mai, par les autorités israéliennes, d'une école primaire palestinienne financée par l'Union européenne pour les enfants du village de Jubbet adh Dhib, à l'est de Bethléem, dans la zone C de la Cisjordanie occupée, affectant directement l'éducation d'au moins 40 enfants. Actuellement, 58 écoles, fréquentées par 6500 enfants, sont menacées de démolition à cause de l'absence de permis de construire qui sont pratiquement impossibles à obtenir pour les Palestiniens. M. Tor Wennesland déclare en outre qu'il convient de respecter le droit de l'enfant à l'éducation et appelle les autorités israéliennes à mettre un terme à ces démolitions et aux expulsions qui sont illégales au regard du droit international.

*Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.*



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>